

**Enquête** Dans l'univers des runs sauvages en Île-de-France → P. VI à VIII

**Paris** Ces plaques de rue qui se revendent sur Internet → P. III

**75**

Paris • Jeudi 22 mai 2025 • N° 25113 • 2,20 €

# Le Parisien



**Scarlett Johansson**  
Passage réussi derrière la caméra

→ Culture & Loisirs • P. 29

PRESS ASSOCIATION IMAGES/MAXPPP/DOUG PETERS

**LR, présidentielle, islamisme...**

## Les confidences de Retailleau

**INTERVIEW EXCLUSIVE**

Le ministre de l'Intérieur veut réorganiser le renseignement sur les Frères musulmans et « casser » leurs « écosystèmes financiers ». Nouveau président des Républicains, il annonce ses premières nominations.



LP/ARNAUD JOURNOIS

**Cantine scolaire**  
Passez-vous à côté d'un crédit d'impôt ?



→ Économie • P. 8



LP/OLIVIER ARANDEL

**Butte Montmartre**  
Trois ascensions pour boucler le Tour de France

→ Sports • P. 17

**Baccalauréat**  
ChatGPT reçu avec mention

→ Éducation • P. 10 et 11

Le Parisien

R 20174 - 522 - 2,20 €

→ Fait du jour • P. 2 à 4

En coulisses  
**Olivier  
Beaumont**  
Chef adjoint  
du service politique



## Enfin un statut pour les élus ?

La missive est tombée lundi, publiée sur le site Internet de l'Association des maires de France (AMF) et titrée « Proposition de loi sur le statut de l'élu : c'est pour quand ? ». Une façon d'interpeller directement le gouvernement, qu'elle accuse de procrastiner depuis le premier quinquennat, alors que l'attente est forte sur le sujet.

Il y a un plus d'un an, en mars 2024, le Sénat adoptait pourtant à l'unanimité un texte qui prévoit un certain nombre de mesures, comme l'augmentation des indemnités de fonction des élus locaux, des garanties pour ceux qui cessent leur activité professionnelle afin d'exercer un mandat ou encore des mesures de protection juridique accrues. Sauf que, depuis, plus rien. La faute, entre autres, à la dissolution et à un agenda parlementaire également très chargé.

Mais à moins d'un an des municipales, l'examen pourrait connaître une accélération soudaine. Histoire de rassurer les maires et d'éviter une crise des vocations. C'est en tout cas le vœu de l'exécutif, qui espère un passage à l'Assemblée d'ici à cet été, grâce à une session extraordinaire normalement prévue.

Le texte « serait examiné en priorité », promet même le ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement, Patrick Mignola, tout en caressant la perspective d'un vote qui, fait rare, devrait faire consensus dans l'hémicycle. « Il serait malvenu de faire de l'obstruction alors que les maires l'attendent », fait-on savoir au gouvernement... pour faire pression sur les députés, toutes tendances politiques confondues. Réponse, normalement, d'ici à la mi-juillet.



Sérignan-du-Comtat (Vaucluse), le 16 mai. « Les droits de douane, je les défendais avant qu'ils ne soient dans le paysage », lâche Arnaud Montebourg, entouré de ses amandiers.

# « Je fais de la souveraineté par les actes »

L'ex-ministre **Arnaud Montebourg**, même auditionné trois fois au Parlement, reste loin de la politique. Il défend sans relâche le protectionnisme et la relocalisation.

**Julien Duffé**  
Envoyé spécial à Sérignan-du-Comtat (Vaucluse)

« **JE SUIS TOUT LE TEMPS** en commission d'enquête, je ne sais pas ce qu'il se passe ! », s'étonne Arnaud Montebourg, en faisant rouler ses yeux bleus. Ces temps-ci, les parlementaires s'arrachent l'ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif socialiste (2012-2014) pour entendre « les recettes de papy Montebourg », selon son expression. En ce mois de mai, il a déjà été auditionné deux fois au Sénat, sur « les aides publiques aux grandes entreprises » et le « fabriquer en France », et mardi dernier à l'Assemblée nationale au sujet des « défaillances des pouvoirs publics face aux plans de licenciements ».

La politique manque-t-elle à celui qui est devenu multi-entrepreneur il y a dix ans ? Pas le moins du monde, jure le candidat éphémère à la présidentielle de 2022, chez qui la simple évocation du congrès du PS déclenche des soupirs. « J'en ai fait pendant dix-huit ans, hein ! » Avec le retour du spectre de la désindustrialisation française ou l'arrivée des droits de douane réciproques annoncés par

Donald Trump, la voix singulière du chantre du made in France reste néanmoins scrutée. « Ils m'invitent parce que je croise la vision d'ensemble de l'ancien ministre et celle du patron de PME qui pratique au quotidien, à hauteur d'homme. »

### Le bonheur est dans le verger

À hauteur d'arbre, pourrait-il dire. Car, entre deux visites au Parlement, le bonheur est dans le verger pour Arnaud Montebourg, 62 ans, président de la Compagnie des amandes. Il faut le voir, grosses chaussures aux pieds et mont Ventoux en ligne de mire, arpenter les 98 ha d'amandiers que sa société cultive, en agroécologie, à Sérignan-du-Comtat (Vaucluse). « Regardez ces fruits comme ils sont charnus, gros comme des abricots : la récolte va être bonne. On est fiers », sourit l'ancien locataire de Bercy.

Quelque 130 autres hectares d'amandiers sont cultivés ailleurs, en association avec des agriculteurs à qui la Compagnie des amandes assure une assistance technique, un débouché commercial et un juste prix. Cela fait de la PME déjà rentable le premier producteur d'amandes en Fran-

ce, encore largement importatrice dans ce secteur. Et des agriculteurs par dizaines tapent à la porte.

« Notre modèle, qui n'existe nulle part ailleurs, nous a permis de relocaliser la culture de l'amande de façon significative en France », vante Montebourg, ajoutant que sa démarche fait tache d'huile dans d'autres filières. Plus gratifiant qu'un nouveau ministère. « Je fais de la souveraineté par la preuve, par les actes. C'est très modeste, mais c'est passionnant et ça permet de faire avancer les choses », poursuit celui qui s'est également lancé dans la relocalisation du miel, les glaces, l'extraction de lithium, l'équipement des industries nucléaires, le transport ou la plantation de bambous géants, au sein de sa maison mère les Équipes du made in France.

S'il se démène pour la souveraineté française, Arnaud

Montebourg n'est pas muet sur les bouleversements du monde. Sur les routes provençales, au volant de sa Peugeot qu'il pilote entre deux moulinets de bras, il met Axelle Red en sourdine sur l'autoradio pour évoquer la guerre commerciale engagée par le président américain.

### « Il n'y a pas de stratégie au gouvernement »

« Trump fait du protectionnisme, et il a raison, dit-il. Les droits de douane, je les défendais avant qu'ils ne soient dans le paysage. On ne peut plus continuer avec cette mondialisation qui fixe un prix mondial sur tout, cette dictature du marché sur les choix et les préférences collectives des peuples. » Lui aussi préconise de taxer en retour les produits américains. À commencer par les amandes californiennes, qui inondent 80 % du marché mondial, « et qu'ils font pousser dans le désert en pompant de l'eau comme des dingues, cinq fois plus que nous ».

Une proposition qu'il s'appête à envoyer via « un memorandum » à la Commission européenne dans le cadre de sa grande consultation publique sur les contre-mesures à Trump. « Si on taxe les fruits à coque américains,

cela va accélérer la relocalisation des cultures en France et en Europe, et ça, ça nous intéresse ! », assure-t-il. Des idées, l'ex-élu de Saône-et-Loire en a d'autres, comme ce fonds souverain agricole pour relancer la production en France des dix produits alimentaires les plus consommés et les plus importés. Un investissement de 1 milliard d'euros (Md€) permettrait de récupérer 7 Mds€, selon lui. « Il faudrait rebâtir secteur par secteur l'économie française qui est très abîmée... mais il n'y a pas de stratégie au gouvernement », se désespère-t-il.

Très courtisé, celui qui dit « avoir eu raison trop tôt » sur la planification industrielle ou la promotion du made in France espère être enfin entendu, à l'heure où le plan de suppression de 636 emplois annoncé par ArcelorMittal ravive les craintes sur l'avenir du sidérurgiste en France. « Il y a dix ans, je proposais déjà de nationaliser Arcelor pour reprendre le contrôle de l'acier. Mais qui a refusé ? M. Hollande dont chacun connaît l'audace et le courage... grince-t-il. En économie, il faut parfois sortir la batte de base-ball. » Pas de doute, le nouveau roi de l'amande sait encore distribuer les marrons.



**En économie, il faut parfois sortir la batte de base-ball**

Arnaud Montebourg